

mardi, 04 décembre 2012

Sur Florange

Commentaires



Certes. Mais il faut prendre en compte que l'Inde s'apprête à nous acheter nos avions Rafale. Ce n'est pas en nationalisant les investisseurs que nous allons les attirer.

Écrit par : capodistria | mardi, 04 décembre 2012



Le danger d'une nationalisation, c'est de faire du "soviétique". Ou alors, il faut une gestion de droit privé et non une fonctionnarisation de l'industrie nationalisée.

Écrit par : SETADIRE | mardi, 04 décembre 2012



On peut envisager la gestion des entreprises de deux manières, la gestion par l'état (nationalisation), la gestion par le privé. Aucun de ces modes de gestion n'est parfait. Mais la gestion étatique, on le sait par expérience, conduit à des décisions, politiques par définition, et en pratique dénuées de fondement économique car destinées à satisfaire tel ou tel groupe de pression et permettant la gabegie de fonctionnaires irresponsables aux frais de la nation toute entière. Faut-il rappeler la lamentable faillite du Crédit Lyonnais dirigé par un énarque incompetent et irresponsable mais bien en cour. La nationalisation de Gandrange conduirait au même gaspillage car les hauts fourneaux lorrains n'ont plus d'avenir pour la raison que leur prospérité était basée sur la proximité du minerai lorrain et du charbon lorrain ou allemand qui sont les principales matières premières pour la fabrication de la fonte. Ces deux atouts ont disparu depuis plusieurs années déjà et les coûts de transport obèrent considérablement le prix de revient. Il est malhonnête de laisser croire aux ouvriers lorrains qui subissent ces contraintes en bout de chaîne que l'on peut continuer l'exploitation indéfiniment; il serait plus approprié de les engager dans une reconversion vers d'autres activités, éventuellement dans l'aval de la sidérurgie, en y consacrant les sommes qui seraient immanquablement gaspillées dans le maintien temporaire des hauts fourneaux.

De plus, la nationalisation des moyens de production, c'est la main mise de l'état sur l'économie et c'est faire peser sur les citoyens un pouvoir qui n'a plus et ne tolère plus de contrepartie. On appelle cela la dictature; soixante dix ans de communisme en URSS, les souffrances endurées par le peuple et le fiasco final devraient conduire à un peu de prudence avant de soutenir des nationalisations inutiles.

La gestion privée, à condition qu'elle soit concurrentielle et non oligopolistique, est d'une bien meilleure efficacité car elle oblige à des décisions économiquement raisonnables sous peine de la sanction de la faillite. Ceci étant, elle n'est pas parfaite non plus et il est évident que les multinationales, ainsi qu'il est dit au sujet de l'immigration, ne voient que leur intérêt à court terme. Elles constituent une réelle menace lorsque leur puissance échappe au contrôle des états et qu'elles vont jusqu'à dicter les décisions des pouvoirs publics. C'est le défi auquel nous sommes confrontés dans ce processus de mondialisation qui nous dépasse. Il serait bon d'en prendre conscience et d'y faire face avant que le monde de Globalia décrit par Jean Christophe Ruffin ne nous ait tous asservis.

Le dilemme n'est donc pas dans le choix de l'étatisme ou de la privatisation mais dans les moyens à mettre en œuvre pour établir un contrôle démocratique de l'état et des entreprises privées, nationales ou multinationales.

Écrit par : Maubert | mardi, 04 décembre 2012



Vous rappelez que la sidérurgie était "Lorraine" parce que les minerais, fer et charbon, étaient extraits sur place.

Pourquoi n'a-t-on jamais entendu ce raisonnement biblique de simplicité ?

Aujourd'hui la place de la sidérurgie à partir de minerais importés est en bord de mer : Fos, Dunkerque. Pourquoi ne pas le dire honnêtement aux ouvriers, qui ne sont pas dénués de bon sens, et les amener à une reconversion dans leur métier, mais en aval.

Question de politique ou manque de courage ? Peut-être hélas, les deux.

Écrit par : Foucher | mercredi, 05 décembre 2012



L'approche d'Arnaud Montebourg était sans doute la meilleure.

Le gouvernement socialiste actuel, tout comme l'était celui de Nicolas Sarkozy se couche face aux financiers, à l'ultra libéralisme, aux diktats de Bruxelles.

Combien de temps encore, le peuple français va-t-il accepter de brader sa souveraineté à des intérêts étrangers, et étrangers, à ceux de son avenir et de sa cohésion sociale ?

Quant aux "royalistes" qui défendent ce système, sur ce blog, on peine à trouver leur cohérence. L'Etat était puissant avec la monarchie française, il n'apparaît pas que celle-ci ait été soviétique avant l'heure, tout cela n'a aucun sens. Les Etats-Unis n'ont-ils pas des secteurs protégés ?

Il serait bien aussi que nos Princes fassent entendre leurs voix, et si possible, hors des sentiers battus. La mondialisation telle qu'elle se présente aujourd'hui, n'est pas compatible avec l'œuvre des Capétiens.

Écrit par : DC | jeudi, 06 décembre 2012



Bravo pour votre blog !

Écrit par : giscard | vendredi, 07 décembre 2012